

ARRÊTE MUNICIPAL

PORTANT REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ROUTIERE

Le Maire de la Commune de GORGES en Loire-Atlantique

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6 ;

VU le code de la route et notamment les articles L. 110-1 et suivants, R. 110-1 et suivants ; R. 411-1 et suivants et R. 413-1 et suivants ;

VU le code de la voirie routière et notamment les articles L. 113-1 et R. 113-1 ;

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 ;

VU la loi modifiée n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales ;

VU la demande en date du 05 mai 2026 par laquelle l'entreprise CIRCET
demeurant ZA du Chaillot 85310 Nesmy
demande l'autorisation pour la réalisation de travaux sur le domaine public
situés rue de la Cité des Sports ;

Considérant qu'il convient de réglementer temporairement la circulation afin de permettre les travaux d'enlèvement des câbles de branchement cuivre (adsl) aérien et des appuis bois télécom rue de la Cité des Sports ;

ARRÊTE

Article 1 - La circulation routière sera réglementée rue de la Cité des Sports du **lundi 25 mai** au **lundi 22 juin 2026**.

La restriction s'appliquera sur la section courante dans les deux sens de circulation.

Les prescriptions suivantes seront mises en œuvre :

- circulation alternée par panneaux B15 et C18 ;
- limitation de vitesse à 20km/h ;
- interdiction de stationner, dépasser, s'arrêter pour tout véhicule au droit du chantier.

Article 2 - La fourniture, la pose, la dépose et la maintenance de la signalisation réglementaire sera effectuée par l'entreprise CIRCET afin de permettre l'application du présent arrêté. La signalisation sera conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière en vigueur au moment du chantier.

Article 3 - Toute infraction au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur. Le stationnement de véhicule contrevenant au présent arrêté qui sera considéré comme gênant au sens des dispositions du code de la route sera passible d'une amende et/ou d'une mise en fourrière.


Article 4 - Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur et dans la Commune de Gorges.

Article 5 - Conformément à l'article R. 102 du code des tribunaux administratifs, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Article 6 - Ampliation du présent arrêté sera adressée au demandeur, au commandant de la Brigade de Gendarmerie de Clisson, au chef de corps des Sapeurs Pompiers de Clisson, à la Police Municipale, au Centre Technique Municipal.

A Gorges, le 15 mai 2026.

Le Maire,



Didier MEYER

